

RCS : CARCASSONNE

Code greffe : 1101

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CARCASSONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 00444

Numéro SIREN : 822 331 286

Nom ou dénomination : 1001 INTERIM'AIR CARCASSONNE

Ce dépôt a été enregistré le 31/01/2020 sous le numéro de dépôt 230

Greffe du tribunal de commerce de CARCASSONNE



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 31/01/2020

Numéro de dépôt : 2020/230

Déposant :

Nom/dénomination : 1001 INTERIM'AIR CARCASSONNE

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 822 331 286

N° gestion : 2016 B 00444



1001 INTERIM'AIR CARCASSONNE
SASU au capital 60 000 euros
47 allée Iéna, 11000 CARCASSONNE
RCS CARCASSONNE 822 331 286

DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 14 DECEMBRE 2019

DECISION D AFFECTATION DU RESULTAT
de l'exercice clos le 31 décembre 2018

TROISIEME DECISION

Sur la proposition qui lui est faite, l'associé unique décide d'affecter et de répartir le résultat de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 1 279 euros

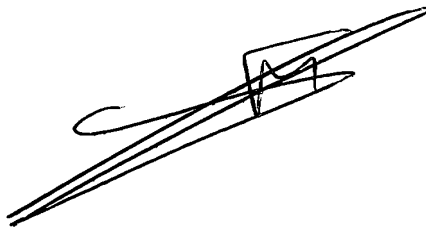
Affectation :

En totalité à la réserve légale.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 45 123 euros.

Afin de se conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associé unique rappelle qu'il n'y a jamais eu lieu à distribution de dividende.

Certifié conforme
LE PRESIDENT



Désignation de l'entreprise : SAS 1001 INTERIM AIR CARCASSONNE		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois * 12							
Adresse de l'entreprise : 47 ALLEE IENA 11000 CARCASSONNE		Durée de l'exercice précédent * 15							
Numéro SIRET * 8 2 2 3 3 1 2 8 6 0 0 0 1 0		Néant ☐ *							
		Exercice N, clos le, 31/12/2018		N-1 31/12/2017					
		Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3		Net 4	
Capital souscrit non appelé (I)		AA							
ACTIF IMMOBILISE *	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	120 000	AC		120 000		60 000
		Frais de développement *	CX		CQ				
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	822	AC	822			
		Fonds commercial (1)	AH		AI				
		Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK				
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO				
		Constructions	AP	1 100	AO	209	891		1 001
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR		AS				
		Autres immobilisations corporelles	AT	15 684	AU	7 635	8 049		11 621
Immobilisations en cours		AV		AW					
Avances et acomptes		AX		AY					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT					
	Autres participations	CU		CV					
	Créances rattachées à des participations	BB		BC					
	Autres titres immobilisés	BD		BE					
	Prêts	BF		BG					
	Autres immobilisations financières *	BH	13 402	BI		13 402		4 200	
TOTAL (II)		BJ	151 007	BK	8 666	142 342		76 821	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM				
		En cours de production de biens	BN		BO				
		En cours de production de services	BP		BQ				
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS				
		Marchandises	BT		BU				
	CREANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW				
		Clients et comptes rattachés (3) *	BX	5 222	BY		5 222		48 438
		Autres créances (3)	BZ	340 680	CA		340 680		246 999
	DIVERS	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC				
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE				
Disponibilités		CF	1	CG		1		30 979	
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3) *	CH		CI				22 318	
	TOTAL (III)	CJ	345 903	CK		345 903		348 734	
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW							
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM							
	Ecarts de conversion actif * (VI)	CN							
	TOTAL GENERAL (I à VI)	CO	496 911	IA	8 666	488 245		425 556	
Renvois : (1) Dont droit au bail :			(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP	13 402	(3) Part à plus d'un an : CR			
Clause de réserve de propriété : *			Stocks :			Créances :			
Immobilisations :									

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Désignation de l'entreprise SAS 1001 INTERIM'AIR CARCASSONNE			Néant ☐ *	
			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé :60.000.....)	DA	60 000	60 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence ☐ EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours ☐ B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* ☐ EJ)	DG		
	Report à nouveau	DH	(16 156)	
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	1 279	(16 156)
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
		TOTAL (I)	DL	45 123
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	82 742	40
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs ☐ EI)	DV	42 431	54 204
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	183 402	94 962
	Dettes fiscales et sociales	DY	133 671	226 428
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	876	6 077
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	443 122	381 712
	Ecarts de conversion passif *	ED		
	TOTAL GENERAL (I à V)	EE	488 245	425 556
RENOIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959) Ecart de réévaluation libre Réserve de réévaluation (1976)	1C		
		1D		
		1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	412 635	381 712
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	82 742	40	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.





1001 INTERIM'AIR CARCASSONNE

SASU au capital de 60.000 euros
47 allée Iéna
11000 CARCASSONNE
RCS N° 822 331 286

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2018**



248 Rue Michel Teule 34080 Montpellier - Tél 0499 614 614 - Fax 0499 614 615

N°TVA FR12 412 274 250 - contact@menon.fr - www.menon.fr

Membre d'une Association de Gestion Agréée, acceptant à ce titre le règlement des honoraires par chèque libellé à son nom



A l'associé unique,

Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre société, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous les réserves décrites dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve pour désaccord

FRAIS DE 1^{ER} ETABLISSEMENT

Ils ont augmentés de 60 K€ sur l'exercice du fait d'une Facture Non Parvenue HOLDING. Elle correspond à des frais de marketing et communication estimés pour la création de site par le management de la société. Toutefois, cette immobilisation n'existait pas en N-1.

COMPTES 467

Nous avons relevé qu'aucun contrôle des réciprocity n'a été effectué sur les comptes 467.

COMPTE 486

Aucune charge constatée d'avance n'a été comptabilisée en compte 486 alors que pour l'exercice N-1 le montant était de 22 K€. La séparation des exercices ne semble pas avoir été contrôlée.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont portées sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence des points décrits dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

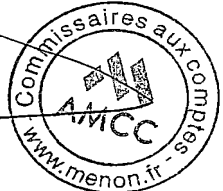
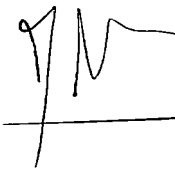
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montpellier, le 6 décembre 2019

Pour AMCC,

Commissaire aux Comptes

Mathieu Menon



COMPTES ANNUELS



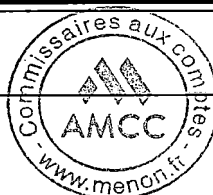
Dossier n° 2B00200

Cabinet : GC BEZIERS

Bilan Actif

Etat exprimé en euros

		31/12/2018			31/12/2017
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	120 000		120 000	60 000
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	822	822		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions	1 100	209	891	1 001
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	15 684	7 635	8 049	11 621
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	13 402		13 402	4 200
	TOTAL (II)	151 007	8 666	142 342	76 821
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	5 222		5 222	48 438
	Autres créances	340 680		340 680	246 999
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	1		1	30 979
	Charges constatées d'avance				22 318
	TOTAL (III)	345 903		345 903	348 734
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		496 911	8 666	488 245	425 556
(1) dont droit au bail					
(2) dont immobilisations financières à moins d'un an				13 402	4 200
(3) dont créances à plus d'un an					



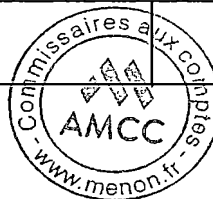
Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2018

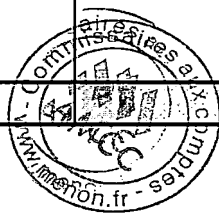
31/12/2017

Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	60 000	60 000
	RESERVES Réserve légale Réserves statutaires ou contractuelles Réserves réglementées Autres réserves		
	Report à nouveau	(16 156)	
	Résultat de l'exercice	1 279	(16 156)
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	45 123	43 844
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	82 742 42 431	- 40 54 204
	DETTES D'EXPLOITATION Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	183 402 133 671	94 962 226 428
	DETTES DIVERSES Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	876	6 077
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	443 122	381 712
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	488 245	425 556
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	1 278,55	(16 155,79)
	(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	412 635	381 712
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	82 742	40



Soldes Intermédiaires de Gestion

Etat exprimé en euros		01/01/2018 31/12/2018	12 mois	21/09/2016 31/12/2017	15 mois	Ecart		%
CHIFFRE D'AFFAIRES		955 680	100,00	1 026 774	100,00	(71 095)		-6,92
Ventes de marchandises								
- Achats de marchandises								
- Variation stocks de marchandises								
MARGE COMMERCIALE (a)								
Production vendue		955 680	100,00	1 026 774	100,00	(71 095)		-6,92
+ Variation production stockée								
+ Production immobilisée								
PRODUCTION DE L'EXERCICE		955 680	100,00	1 026 774	100,00	(71 095)		-6,92
- Achats stockés approvisionnement								
- Variation des stocks et approvisionnement								
- Achats de sous-traitance directe		13 876	1,45	28 789	2,80	(14 913)		-51,80
MARGE BRUTE PRODUCTION (b)		941 803	98,55	997 985	97,20	(56 182)		-5,63
MARGES (Commerciale + Production)		941 803	98,55	997 985	97,20	(56 182)		-5,63
- Achats non stockés (c)		2 506	0,26	6 259	0,61	(3 753)		-59,96
- Autres charges externes (c)		99 332	10,39	90 189	8,78	9 143		10,14
VALEUR AJOUTEE PRODUITE (a+b-c)		839 966	87,89	901 537	87,80	(61 571)		-6,83
+ Subventions d'exploitation								
- Impôts, taxes sur rémunérations		15 718	1,64	14 148	1,38	1 570		11,10
- Autres impôts et taxes		5 167	0,54	4 864	0,47	303		6,23
- Salaires et traitements		672 713	70,39	755 866	73,62	(83 153)		-11,00
- Charges sociales		151 419	15,84	141 848	13,81	9 571		6,75
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		(5 051)	-0,53	(15 189)	-1,48	10 138		66,74
+ Reprises sur amortissements et provisions								
+ Autres produits d'exploitation		12		31		(20)		-62,89
+ Transfert de charges d'exploitation		14 079	1,47	6 785	0,66	7 294		107,49
- Dotations aux amort., dépréciations et provisions		3 681	0,39	4 984	0,49	(1 303)		-26,15
- Autres charges de gestion courante		1 932	0,20	50		1 882		N/S
RESULTAT EXPLOITATION		3 427	0,36	(13 407)	-1,31	16 833		125,56
Bénéfice-perte sur opérations en commun								
+ Produits financiers								
- Charges financières		2 148	0,22	2 620	0,26	(472)		-18,00
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		1 279	0,13	(16 026)	-1,56	17 305		107,98
Produits exceptionnels								
- Charges exceptionnelles				130	0,01	(130)		-100,0
RESULTAT EXCEPTIONNEL				(130)	-0,01	130		100,00
- Participation des salariés								
- Impôts sur les bénéfices								
RESULTAT DE L'EXERCICE		1 279	0,13	(16 156)	-1,57	17 434		107,91



Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

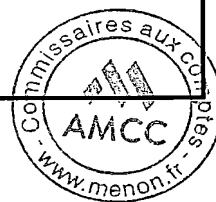
- Le bilan de l'exercice présente un total de **488 245** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **969 770** euros
 - un total charges de **968 492** euros
 - dégage un résultat de **1 279** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2018**
- finit le **31/12/2018**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **SAS 1001 INTERIM'AIR CARCASSONNE** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.



ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **488 245 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **969 770 euros** et un total **charges** de **968 492 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **1 279 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2018** et finit le **31/12/2018**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

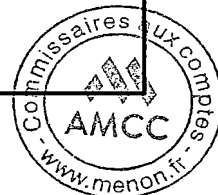
Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.



ANNEXE - Elément 1

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

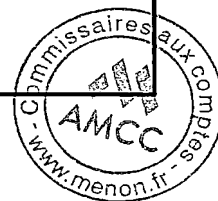
Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



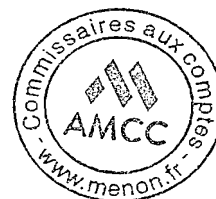
ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Total des Produits à recevoir		86 663
Autres créances <i>FRSS-R.R.R. A OBTENIR</i>	<i>86 663</i>	86 663



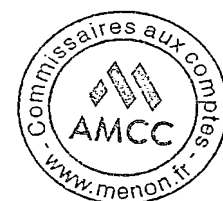
ANNEXE - Elément 6.11

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Total des Charges à payer		154 866
Emprunts et dettes financières divers <i>INT.COURUS / AUTRES EMP.DETTES</i>	24	24
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FACT.NON PARV. -FRSS</i>	154 081	154 081
Dettes fiscales et sociales <i>Dettes provisionnées sur C.P.</i> <i>Charges sociales sur C.P.</i> <i>Charges fiscales sur C.P.</i> <i>Etat-Ch. à payer-Prod.à recev.</i>	483 25 253	762



ANNEXE - Elément 6.12

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Charges

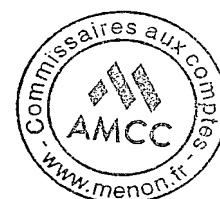
Produits

Charges et Produits d'EXPLOITATION

Charges et Produits FINANCIERS

Charges et Produits EXCEPTIONNELS

TOTAL



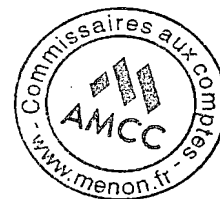
ANNEXE - Elément 6.17

Ventilation du chiffre d'affaires

Etat exprimé en euros

31/12/2018

Chiffre d'affaires par secteur d'activité		955 680
Production vendue Services		955 680
<i>VENTES INTERIM</i>	946 073	
<i>VENTES RECRUTEMENT</i>	9 271	
<i>VENTES MANUELLES</i>	335	
Chiffre d'affaires par marché géographique		955 680
Chiffre d'affaires FRANCE		955 680
<i>VENTES INTERIM</i>	946 073	
<i>VENTES RECRUTEMENT</i>	9 271	
<i>VENTES MANUELLES</i>	335	



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2018
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
60 822		60 000			120 822
16 784					16 784
4 200		35 094		25 893	13 402
81 806		95 094		25 893	151 007

Amortissements

Etat exprimé en euros

Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2018
	Dotations	Diminutions	
Total immobilisations incorporelles	822		822
Total immobilisations corporelles	4 163	3 681	7 844
TOTAL	4 984	3 681	8 666

Provisions

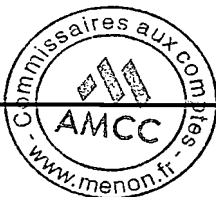
Etat exprimé en euros

Provisions début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Provisions au 31/12/2018
Provisions réglementées			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour dépréciation			
TOTAL			

Capital social

Etat exprimé en euros

	31/12/2018	Nombre	Val. Nominale	Montant
Actions / Parts sociales				
Du capital social début exercice		60 000,00	1,0000	60 000,00
Emises pendant l'exercice			0,0000	
Remboursées pendant l'exercice			0,0000	
Du capital social fin d'exercice		60 000,00	1,0000	60 000,00



Créances

Etat exprimé en euros

	31/12/2018	1 an au plus	plus d'1 an
Actif immobilisé	13 402	13 402	
Actif circulant et charges constatées d'avances	345 903	345 903	
TOTAL	359 304	359 304	

Dettes

	31/12/2018	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
--	------------	--------------	-----------	---------------

Dettes auprès des établissements de crédit	82 742	82 742		
Dettes financières diverses	42 431	11 944	30 487	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	183 402	183 402		
Dettes fiscales et sociales	133 671	133 671		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	876	876		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	443 122	412 635	30 487	

Plusieurs postes du Bilan

Etat exprimé en euros

	31/12/2018	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation	Dettes, créances représentées par effets de commerce
Capital souscrit non appelé Bilan Actif Actif immobilisé Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles Avances, acomptes sur immobilisations corporelles Participations Créances sur participations Prêts Autres titres immobilisés Autres immobilisations financières Actif circulant Avances, acomptes versés sur commandes Clients et comptes rattachés Autres créances Capital souscrit appelé non versé Valeurs mobilières de placement Disponibilités				
Dettes Bilan Passif Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes envers établissements de crédits Emprunts et dettes financières divers Avances, acomptes versés sur commandes Dettes fournisseurs comptes rattachés Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes				

